
LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.

N^o. CLXXIX.

Du Vendredi 8 Janvier 1790.

MONSIEUR de Boufflers a lu le procès-verbal de la séance de mardi : après la lecture du décret concernant le sequestre des biens des bénéfices dont les titulaires sont absens du royaume, MM. Camus & Treilhard ont demandé qu'il fut ajouté, *bénéficiaires français*, pour que M. le cardinal d'York ne fut pas compris dans le décret.

On a annoncé un don patriotique au nom de vingt-trois électeurs de la sénéchaussée de Bordeaux de la part des habitans qui font le sacrifice de toute l'argenterie que chacun d'eux peut posséder.

M. Fillon Jaubert a prié l'assemblée de suspendre les engagements des électeurs jusqu'à ce que les habitans de cette sénéchaussée aient émis le même vœu.

M. Dionis du Séjour a demandé que le traitement fait avec M. de la Grange, homme célèbre dans les sciences, fut conservé, puisque le traité fait pour le général Lukner l'avoit été. Si l'Angleterre avoit fait un traitement avec Newton, croit-on qu'on auroit eu besoin de proposer dans son parlement de respecter ce contrat ? on doit penser que

Tome V.

F f

L'assemblée nationale se montrera aussi digne de posséder un savant illustre qui a préféré de consacrer ses talens à la France plutôt qu'à la Prusse & à l'Italie.

M. de Crillon s'est plaint du défaut d'ordre dans le travail de l'assemblée. « Une marche vague & incertaine, a-t-il dit, n'est pas digne de l'assemblée nationale ; il faudroit fixer les matières dont il est plus urgent de s'occuper. »

Il a proposé 1°. qu'il soit formé un comité de quatre ou six membres désignés par le nom de *comité d'ordre de travail*.

2°. Que le comité soit autorisé à conférer avec tous les comités.

3°. Qu'il soit chargé de soumettre avant peu à l'assemblée nationale un projet d'ordre & de travail.

M. le curé de Souppes a regardé ce travail comme dangereux, mais M. Target n'y trouvoit pas de difficulté.

» M. Charles de Lameth demandoit la question préalable, & il en a prouvé la nécessité.

Cependant ayant été mise aux voix, elle a été rejetée.

» Il y a long-temps, a dit M. le président, que l'assemblée ne s'est pas occupée de la constitution ; je lui demande de me permettre d'arrêter toute motion qui ne seroit pas de constitution, ou de finances, seuls objets qui doivent nous occuper principalement. »

Toute l'assemblée lui a donné cette autorisation, & M. le président a annoncé ensuite que le parlement de Rennes s'étoit rendu aux ordres de l'assemblée.

» M. Target a pris la parole sur l'ordre du jour pour répondre à quelques erreurs imputées au comité de constitution. On a supposé, a-t-il dit, que l'intention du comité étoit d'établir plus de deux degrés de juridiction ; les affaires des juges de paix se terminent au district, & les affaires de district se terminent au département ; & pour les affaires supérieures, elles ressortiront à la cour suprême. Une autre

erreur s'est propagée dans les grandes villes, c'est qu'il y auroit autant de tribunaux inférieurs que de cantons ; cependant l'intention du comité a été qu'il n'y eût qu'un tribunal de chaque ville. On a cru encore que les titulaires d'offices ministériels devoient être élus. Une telle idée n'a jamais été celle du comité ; ils ne doivent pas l'être. Toute destruction inutile au bien n'est qu'un mal funeste.»

M. Despréménil a pris la parole, en disant : « Le but des réflexions de M. Target est de tranquilliser le public. Les conséquences qui l'ont frappé, ainsi que les officiers ministériels, sont justes. Il ne faut pas une explication vague à la tribune ; mais de nouveaux articles qui rassurent positivement le premier caractère essentiel de toute loi... Ici, l'orateur a été obligé de s'arrêter ; mais il a repris en disant : « Mon usage est de rejeter les phrases interrompues : le premier caractère de la loi est d'être clair ; le premier devoir de tout rédacteur de lois n'est pas de rassurer par un commentaire, mais d'empêcher le commentaire par une loi sage & claire. »

M. Despréménil a terminé son discours, en annonçant qu'il feroit des réclamations sur ces articles.

« Rien n'est si juste que les précautions de M. Despréménil, mais rien n'est si inapplicable, a dit M. Target : nous ne devons nous occuper des officiers ministériels, qu'après nous être occupés des juges & des tribunaux. C'est dans la seconde partie que doivent se trouver ces articles réclamés par M. Despréménil. »

Ce magistrat voulant répliquer : « C'est l'usage dans les tribunaux, a-t-il dit... » L'assemblée l'a arrêté ; mais il a encore pris la parole pour dire : « Je fais la motion expresse de s'occuper de suite du pouvoir judiciaire. »

M. le président ayant dit qu'on alloit mettre à la discussion quelques articles concernant les municipalités, &

proposés par le comité de constitution, M. Target a fait lecture des articles suivans.

ARTICLE PREMIER.

» Les maisons, fermes & hameaux, dépendans d'une paroisse, ne formeront qu'une seule & même municipalité avec le chef-lieu où la paroisse est établie, même dans le cas où ils auroient eu jusqu'à présent une administration & des rôles d'imposition particuliers.

ART. II.

» Les paroisses ou communautés où il n'y a pas 50 feux établis, seront tenues de se réunir aux paroisses ou communautés les plus voisines; & celles-ci tenues de les recevoir, pour ne former ensemble qu'une seule & même municipalité.

ART. III.

» Les paroisses ou communautés qui auront le nombre de feux suffisant, formeront une municipalité particulière, quoique compris dans le territoire des banlieues qui environnent les villes.

ART. IV.

» On entend par feu, l'établissement séparé d'une famille en d'un individu tenant ménage ».

M. Goupillau a demandé de distraire d'une paroisse les portions qui en sont séparées par une rivière ou par d'autres obstacles locaux.

M. l'abbé Mauri a dit qu'il connoissoit des villages & des hameaux qui étoient à trois lieues des paroisses, & que ce n'étoit pas le clocher qui devoit fixer cet objet.

M. Legrand a proposé pour amendement d'être fidele à la constitution & de la maintenir, en obéissant aux réquisitions qui leur seroient faites par les officiers municipaux, les corps administratifs & les juges pour l'exécution de leurs jugemens.

M. Grangier proposoit que les communautés des cam-

pagnes dépendantes d'une paroisse de villes, continuassent à former une municipalité particulière, pourvu qu'elle fût composée de 300 habitans.

M. Fermond a dit que l'assemblée avoit reçu plusieurs adresses des succursales, & M. Lanjuinais a proposé pour amendement, *ou succursale ayant eu jusqu'ici une administration particulière.*

C'étoit le même que celui de M. de Montlausier.

M. Martinau a annoncé un plan pour réduire le nombre des paroisses & faire de nouveaux arrondissemens. » Il faut assortir, a-t-il dit, le tribunal prochain avec celui de la communauté, l'article du comité doit être adopté avec ces deux amendemens.

1°. « Il n'y aura qu'une seule municipalité pour les villes & les fauxbourgs, encore que les fauxbourgs, soient hors de l'enceinte des murs.

2°. » Il n'y aura qu'une seule municipalité pour chaque paroisse ou succursale ».

M. de Toulangeon a demandé que la fixation de ces objets fût renvoyée aux départemens.

Un député du Boulonnois a appuyé cette demande; mais M. Regnaud a observé qu'il étoit nécessaire de statuer quelque chose de positif; qu'il falloit accorder provisoirement pour la prochaine élection une municipalité à toutes les communautés réunies en corps de collecte; que pour les prochaines élections il fut formé une municipalité dans chacune des communautés qui ont eu jusqu'à ce jour une collecte ou une administration particulière, & pour les élections suivantes, que les assemblées de département jugeroient si l'on doit faire des réunions ou des divisions de communautés, ou de paroisses qui pourront être demandées par elles & sollicitées par l'intérêt public.

M. Emmeri fixoit le nombre à 40 ou 50 feux; &

Ff 2.

vouloit qu'on donnât cette base aux travaux des départemens en cette matière.

» Les communautés, a-t-il dit, ayant le droit d'avoir une administration particulière, & un corps municipal, doivent être composées de 15 ou 20 feux ou ménages, conformément à ce principe : » Les départemens réuniront aux municipalités les plus voisines, & dont l'accès est le plus facile, les lieux qui n'auroient pas cette population.

M. de la Chaise pensoit que cet objet étoit déjà décrété.

M. Dellei d'Agier, pour éviter des dénominations arbitraires, ne vouloit pas employer le nom de *feux*, mais bien celui de citoyens actifs & de citoyens éligibles; il faisoit la motion qu'il y eut au moins 50 citoyens actifs pour former une municipalité.

Suivant M. Thouret, il falloit dire, *sauf les villages qui auront des revenus particuliers, auxquels le reste de la paroisse n'auroit aucune part.*

Il s'agissoit de choisir entre douze amendemens. Jamais les rédacteurs n'avoient été si nombreux.

M. Mongin de Roquefort pensoit que, pour éviter la discussion du choix, il falloit aller aux voix sur les articles du comité, mais MM. de Fumel & Andrieu réclamoient la priorité pour l'amendement de M. Regnaud.

Suivant M. Prieur, ce seroit mettre en feu les campagnes, que de changer pour la première fois les habitudes des municipalités.

» De toutes parts vous voyez réclamer, disoit-il, des districts & des départemens. Les municipalités sont aussi importantes pour les campagnes; ce n'est pas le hasard qui les a établies, mais les besoins de leurs habitans. Il faut donc mettre la question préalable sur le tout, & renvoyer aux départemens.

On a mis aux voix cette dernière proposition, & il a été

arrêté qu'il n'y avoit lieu à délibérer *quant à présent* sur les articles du comité.

Alors M. Target a proposé un article particulier qui a été décrété aussi-tôt en ces termes :

» Toutes les discussions relatives à l'union ou à la dis-
cension des paroisses , communautés ou hameaux sont
renvoyées aux assemblées de département ».

M. Target en a proposé un autre relatif au serment que
doivent prêter les gardes nationales entre les mains de la
nouvelle municipalité.

« Il s'agit d'assurer l'exécution des loix de la constitution
& de les rendre publiques , a dit M. Virieux : considérez
cette formule de serment : je représente que le maintien
de la constitution n'appartient pas aux milices ; elles ne sont
pas seules chargées de la conservation de la constitution ;
Un serment distinct les sépare du corps des citoyens ; c'est
comme citoyens qu'ils doivent jurer , & non comme mi-
liciens ; autrement , ce seroit mettre dans les mains des
milices une force exclusive. Je desiré que vous ne vous
en repentiez pas un jour »..... L'orateur , après avoir
été interrompu , a repris son système en soutenant qu'il
ne falloit pas isoler les milices des autres citoyens ni exi-
ger un serment différent.

On lui a répondu que toutes ses objections avoient été
prévues par les articles du comité , mais il a continué de
demander que le serment des milices fût le même que
celui des troupes , d'être fidèles *au roi* , à la loi & à la
nation.

M. Barnave a réfuté M. de Virieux en observant à l'ap-
pui de l'article proposé , qu'indépendamment de la fidélité
que chaque citoyen doit à la constitution , & du serment
par lequel il s'y lie , ceux qui sont chargés de fonctions
publiques , doivent prêter un serment particulier , relatif

à l'usage qu'ils doivent faire de ces fonctions. Il a établi deux distinctions entre les gardes nationales & les troupes réglées.

La première, c'est que si les troupes réglées sont particulièrement chargées de défendre la nation contre les agressions étrangères, les gardes nationales sont particulièrement chargées de défendre la constitution.

La deuxième, c'est que les troupes réglées reçoivent directement les ordres du roi, auquel elles sont immédiatement subordonnées, au lieu que les gardes nationales ne reçoivent ceux qui lui sont transmis par les municipalités & autres officiers civils intermédiaires entre le roi & elles.

M. Barnave a admis le serment proposé par le comité de constitution, comme conforme à ces principes. . . . (nous remarquerons que l'opinant ayant prononcé les mots de *fidélité à la constitution*, & un côté de la salle lui ayant crié avec humeur d'ajouter & *au roi*, il a dit qu'il croyoit que la majesté & l'autorité royales étoient plus respectées par celui qui les confondoit dans la constitution & les en regardoit comme des parties essentielles, que par ceux qui vouloient les en séparer.)

Ces paroles ont été applaudies par l'autre côté de la salle ; & cet incident est assez propre à faire connoître l'esprit des deux parties de l'assemblée.

M. de Mirabeau, en adoptant les mêmes principes, ne concluoit point comme M. Barnave.

« La constitution étant faite, disoit-il, pour énoncer & limiter les pouvoirs, les gardes nationales doivent jurer, non de maintenir : mais d'être fidèles à la constitution. »

M. de Montlaugier pensoit que les mots *maintenir la constitution*, supposeroient que les milices nationales auroient une force spontanée & isolée : il faut amender l'article en les obligeant de jurer la fidélité à la constitution, & non le maintien de la constitution.

M. Target a adopté cet amendement; mais M. Barnave a soutenu qu'il étoit destructif de l'article, & M. de Clermont Tonnerre a insisté pour faire rejeter le mot *maintenir*.

La discussion ayant été fermée, on a demandé la question préalable sur tous les amendemens, & c'est ainsi que l'on détruit le plus souvent ou qu'on atténue les motions les plus sages.

M. Duchai vouloit proposer un autre amendement, mais la discussion étant fermée, on est allé aux voix, & il en est résulté le décret suivant :

« Jusqu'à l'époque où l'assemblée nationale aura déterminé par ses décrets l'organisation définitive des milices des gardes nationales, les citoyens qui remplissent actuellement les fonctions d'officiers ou de soldats dans les gardes nationales, même ceux qui seront formés sous le titre & la dénomination de volontaires, prêteront par provision, & aussi-tôt après que les municipalités seront établies, entre les mains du maire & des officiers municipaux en présence de la commune assemblée, le serment d'être fidèles à la nation, à la loi & au roi, de maintenir de tout leur pouvoir sur les réquisitions des corps administratifs & municipaux, la constitution du royaume, & de prêter pareillement sur les mêmes réquisitions main-forte à l'exécution des ordonnances de justice & à celles des décrets de l'assemblée nationale, acceptés ou sanctionnés par le roi ».

M. Necker a écrit à M. le président que le roi avoit nommé M. le Cousteux de Cauteleu à la place de caissier de l'extraordinaire; M. de Cauteleu en a aussi informé l'assemblée.

On a réclamé l'exécution du décret de l'assemblée qui excluait des places les députés pendant la session actuelle.

M. le maire de Paris est monté à la tribune : « La voix publique nous a appris, à M. de la Fayette & à moi, a-t-il

dit, qu'on nous attribuoit d'avoir engagé M. l'archevêque de Paris à sortir du royaume, parce que sa vie n'étoit pas en sûreté; j'ai l'honneur d'affirmer aux membres qui ont tenu ce propos qu'ils ont été mal informés ».

On a beaucoup applaudi.

M. Despréménil est monté à la tribune « : Comme ceci a l'air de me regarder personnellement, a-t-il dit, je crois devoir une explication à l'assemblée. Ce n'étoit pas d'après moi que j'ai rapporté ce fait concernant M. l'archevêque de Paris; mais, d'après les bruits publics, cela me donne occasion d'établir un principe; c'est que dans un moment où l'on se sert de faux bruits, & de bruits publics pour jeter des citoyens dans les fers, pour faire venir des citoyens du fond du royaume; pour accuser & signer des dénonciations contre des magistrats & des militaires absens, il étoit permis à un membre de la législation (1) de se servir des mêmes bruits publics pour défendre l'honneur & la vertu persécutées dans la personne de M. l'archevêque de Paris. Ici un fort murmure a arrêté l'orateur, qui a repris ainsi un moment après ». Cela est si vrai, qu'aujourd'hui M. le maréchal de Broglie & M. de Barentin sont impliqués sur des bruits publics (2); or, il ne doit pas être plus permis d'accuser que de défendre par les bruits publics ».

Pendant qu'une partie de la salle applaudissoit, une autre, vers laquelle M. d'Espréménil alloit prendre sa place, témoignoit des sentimens bien opposés.

« Nous sommes entourés de députés de différentes pro-

(1) Voudroit-on faire oublier que l'assemblée de 1789 est une convention nationale, & non une législature ?

(2) Cette assertion est peut-être la plus grande preuve, qu'on puisse donner de la liberté indéfinie des opinions dans l'assemblée nationale, & de la sûreté dont on jouit dans la Capitale.

vinces ; a dit M. le président, je réclame le respect le plus grand , pour le seul pouvoir qui existe dans ce royaume , & nous avons besoin de montrer le plus grand calme dans nos délibérations ; ne ressemblerions-nous pas à ces malheureux peuples de l'Indostan , qui voyent , d'un côté , des tempêtes affreuses , & de l'autre , le soleil le plus brillant ? . . . »

Le côté de la salle , qui paroissoit désigné par les tempêtes , n'a pas trouvé à propos d'applaudir à cette comparaison orientale.

M. le président a dit , encore , que M. le garde-des-sceaux lui avoit annoncé , il y a deux jours , l'arrivée des membres de la chambre des vacances de Rennes , qui demandoient l'heure à laquelle ils pourroient se présenter à la barre.

L'assemblée a délibéré de les admettre aujourd'hui à deux heures.

M. Thouret a lu une instruction qui doit accompagner les décrets sur les districts & les départemens , pour la division de ce travail.

La première section est relative à la forme des élections.

La deuxième , à la formation & organisation des corps administratifs de districts & départemens.

La troisième , de l'étendue des pouvoirs & de la nature des fonctions des corps administratifs.

Aujourd'hui on s'occupera du rapport du comité sur la division du royaume.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au cent-quatre-vingtième numéro , sont priés de renouveler , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

(368)

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N^{os}. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 livres pour Paris, & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.